

Bruno Le Maire veut un référendum sur l'Europe

Article rédigé par *contact*, le 11 mai 2016

[Source: Le Figaro]

Le candidat à la primaire propose, dans une tribune au Monde, de refermer la plaie ouverte par le référendum de 2005 en les consultant à nouveau.

Dans une tribune publiée dans *Le Monde*, Bruno Le Maire renvoie le règlement du malaise européen sur la question européenne à un référendum au cours du prochain quinquennat, s'il était élu président de la République. Bruno Le Maire, qui entra pour la première fois dans le gouvernement Fillon comme ministre chargé des Affaires européennes, constate la crise des institutions. Sa proposition la plus inattendue est un nouveau référendum sur l'Europe. «Il existe une blessure européenne en France: le non au référendum de 2005», écrit-il. Il regrette qu'à la suite de ce non, «les tenants du oui (aient) ignoré la voix du peuple». Nicolas Sarkozy avait pourtant annoncé avant la présidentielle de 2007 qu'il ne tiendrait pas compte du non, et ratifierait Lisbonne. Voter pour lui, c'était donc accepter cette sortie de l'impasse produite par le vote de 2005. Selon Bruno Le Maire, ce compromis n'a pas tenu, car les dirigeants européens ont rédigé le traité de Lisbonne qui est, selon lui, «un traité technique». «Ce vote devait solder 2005, il a rouvert les plaies. Il reste comme une réponse technique à un problème politique, un pansement sur un séisme», écrit-il.

Bruno Le Maire propose donc de «redonner la parole au peuple souverain sur la question européenne». Ce référendum aurait lieu «dans le courant du quinquennat» et il porterait sur «les modifications des traités nécessaires à de nouvelles orientations européennes». Mais le candidat à la primaire n'indique pas quelles modifications il envisage. Il ne dit pas s'il s'agirait de suivre l'exemple de David Cameron et demander aux Français de dire si oui ou non ils veulent rester dans la zone euro, ou dans l'Union européenne.

Bruno Le Maire affirme aussi, comme Nicolas Sarkozy, Alain Juppé ou François Fillon, que le renouveau européen reposera «sur un nouvel élan franco-allemand». Il envisage, au-delà du tandem franco-allemand, une «redéfinition par les six États fondateurs des objectifs de la construction européenne», sans préciser si cette redéfinition aboutirait à la création d'un premier noyau plus fédéral censé piloter les 19 membres de l'Eurozone.

Charles Jaigu